

# C'EST SON AVIS

## « Certains sujets de recherche sont tabous en France »

Enseignante-chercheuse en génétique à AgroParisTech et à l'université Paris-Saclay, **Agnès Ricroc** (1) déplore le manque de budget dans certains secteurs et les lourdeurs administratives, mais surtout le poids de l'écologisme politique.

« Il est difficile de dire si en restant en France, Emmanuelle Charpentier aurait pu découvrir la technologie CRISPR-Cas9 qui lui a permis d'obtenir le prix Nobel, tant de nombreuses circonstances interviennent dans la recherche. Mais le fait qu'elle ne soit pas revenue en France est un signe.

Chez nous, certains sujets de recherche sont tabous. Les biotechnologies, en particulier les modifications du génome, en font partie. La liberté de recherche existe en France, mais pour certains sujets, il n'y a pas d'appel d'offres, on vous conseille de ne pas vous exprimer dans les médias ou vous n'obtenez pas de promotion. Même les start-up s'autocensurent. Si elles demandaient des fonds pour développer leurs innovations avec des méthodes conduisant à des OGM, par exemple sur des micro-organismes, elles auraient des difficultés à boucler leur tour de table.

### Terrorisme intellectuel

Les chercheurs sont aussi découragés par le vandalisme, la brutalité avec laquelle leurs essais de plantes en plein champ sont détruits. J'appelle cela du terrorisme intellectuel ! Résultat de ces pressions, les instances qui doivent prendre des décisions n'osent plus en prendre. Elles sont devenues trop précautionneuses. En France, quand on parle des difficultés de la recherche, on évoque souvent le manque de budgets et les lourdeurs administratives, mais le plus gros frein à la recherche est le poids de l'écologisme politique. Tout le monde est écologiste. Tout le monde est sensible à la qualité de l'environnement. À son niveau, chacun essaie de réduire les gaz à effet de serre, de combattre le gaspillage, de limiter le recours à la chimie..., mais ce qui ne va pas, c'est le harcèlement de quelques personnes de l'écologie politique à l'égard des autres et notamment de la science.

### L'enjeu CRISPR-Cas9

C'est dommage car nous avons en France des chercheurs de très haut niveau qui font preuve de créativité, et qui pourraient faire des découvertes originales pour relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est dommage aussi parce que la technologie CRISPR-Cas9 a l'avantage d'être très efficace, peu coûteuse et accessible aux laboratoires publics et aux petites et moyennes



P. Kim-Bonbled

entreprises. Elle permet de cibler un gène dans un génome pour l'éteindre, l'activer ou le remplacer grâce à la protéine « Cas », qui va couper le génome à un endroit précis pour faire cette modification. Ne pas l'utiliser à cause du vandalisme ou du coût des dossiers européens d'autorisation si l'Europe les considère comme des OGM, c'est priver l'agriculture française d'un emploi rapide de variétés résistantes à des ravageurs ou enrichies en oméga-3, par exemple. C'est aussi la laisser dans les mains d'un oligopole... celui-là justement que certains combattent.

### Juger l'application

La Cour européenne de justice a assimilé les plantes issues des technologies de sélection avec CRISPR-Cas9 à des OGM. Le Canada a fait un autre choix. Il évalue les applications et non pas les techniques qui permettent de parvenir à ces applications. Il faut faire de même en Europe, il faut juger de la balance risque-bénéfice de telle ou telle application et arrêter de penser technologie. Ce serait beaucoup plus sain et beaucoup plus constructif. » PROPOS RECUEILLIS PAR B. CAILLEZ

(1) Également professeure associée à Penn State University (États-Unis) et membre de l'Académie d'agriculture.